

Responsable d'Etablissement de l'Economie Sociale et Solidaire

RNCP34305 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Code(s) NSF	332p
Formacode(s)	13175
Code(s) ROME	K1403, K2103, K2102, M1302
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	15/11/2019
Date d'échéance	15/11/2024

Certificateur(s)

MAISON FAMILIALE RURALE EDUC ORIENT DE MOIRANS · SIRET : 77957043100022

Partenaires habilités

7 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 7 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
BASTIDE FORMATION	38747181600034	Former et organiser l'évaluation
INSTITUT CARREL	77564917100078	Former et organiser l'évaluation
INSTITUTION SAINTE CLOTILDE	53329492200075	Former et organiser l'évaluation
MFR DES CHARENTES RICHEMONT IREO	78119478200012	Former et organiser l'évaluation
OGEC SAINT CHARLES SAINTE CROIX	79515810400013	Former et organiser l'évaluation
ORG GEST ENS CATHO PASTRE GRANDE BASTIDE	78292380900035	Former et organiser l'évaluation
PLATFORM'	88469340900028	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Cette certification a été créée pour répondre aux besoins suivants :

- Professionnaliser les salariés du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en poste de responsabilité
- Développer les compétences des salariés en poste dans les fonctions d'encadrement et de gestion d'Etablissement de l'ESS
- Gérer une mutualisation des fonctions supports au sein des établissements.
- Répondre aux besoins de directeurs adjoints rattachés à un directeur de territoire ou général. Une configuration organisationnelle développée de plus en plus au regard des demandes de l'Agence Régionale de la Santé (ARS)
- Continuer à répondre aux départs en retraite avec 700.000 départs à la retraite d'ici à 2025 selon l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (Udes).

Dans son rapport "Les métiers en 2022" d'avril 2015, France Stratégie mettait en avant le scénario probable de

484.000 créations nettes d'emplois dans les métiers de la santé et de l'action sociale, culturelle et sportive entre 2012 et 2022. Dans l'environnement mutualiste et coopératif, "un tiers de l'encadrement est à renouveler", a ajouté Hugues Vidor, président de l'Udes. (banque des territoires.fr).

Une étude du CNCRES et de l'observatoire national de l'ESS estime qu'au niveau national, plus d'un salarié sur quatre de l'ESS devrait prendre sa retraite en 2020. En Auvergne Rhône-Alpes, le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) représente une force puisqu'il compte 28.600 établissements employeurs et plus de 300.000 emplois salariés, soit 13,3% de l'emploi salarié. Alors que le solde de création d'établissements des secteurs privés (-2%) et publics (-10%) s'est détérioré sur la période, le nombre d'établissements dans l'ESS a augmenté de 2%, en particulier pour les coopératives (+10%) et les mutuelles (+7%). Cette augmentation du nombre d'établissements s'accompagne également d'une croissance du nombre d'emplois.

- Accompagner de nouveaux porteurs de projets de l'ESS qui trouvent dans cette certification les outils leur permettant de démarrer et d'obtenir, via la reconnaissance de ce titre, les financements, la confiance des prescripteurs, partenaires en vue de créer leur propre activité.
- Former des professionnels dans divers secteurs aussi bien marchands qu'associatifs liés aux différents domaines de l'ESS. Un glissement du dirigeant « militant » (souvent formé sur le terrain et sans diplôme spécifique dans le management ou la gestion des ressources humaines) vers un dirigeant au profil gestionnaire et manager comme formé dans le cadre du REESS.

Cette certification est reconnue et soutenue par l'ensemble de nos partenaires et tuteurs d'entreprise sur différentes régions.

ACTIVITÉS VISÉES

Le Responsable d'Établissement de l'Économie Sociale et Solidaire exerce, quelle que soit la structure, tout ou partie des fonctions suivantes :

- La gestion d'un établissement dans un contexte socio-économique
- Le management

de projet - Spécialité ESS

- La gestion des ressources humaines - Spécialité ESS
- La gestion financière et administrative - Spécialité ESS
- Les activités rattachées à chaque grande fonction peuvent différer selon la taille et le niveau de délégation attribué au responsable.

De façon globale, le Responsable d'Établissement de l'Économie Sociale et Solidaire doit :

- Être en mesure d'étudier un territoire avec un éclairage sur l'ESS
- De manager un projet en cohérence avec des valeurs de l'ESS au sein d'une structure,
- De gérer les ressources humaines en ESS, plus précisément en réalisant un diagnostic RH, en gérant le personnel par l'évolution des compétences, en animant les équipes dans le respect du code du travail et des valeurs ESS, en appréhendant sereinement les conflits par le développement de la connaissance de soi, de l'autre, de techniques de communications
- De maîtriser la gestion financière et administrative au service d'un projet ESS dans un contexte de responsabilité sociétale et environnementale.
- Savoir rendre compte à l'oral comme à l'écrit, à un hiérarchique, à une assemblée (équipe, conseil d'administration, partenaires, organismes de tutelle...)
- Être garant d'un projet associatif, d'un projet éducatif, d'établissement, du dispositif de veille, de l'application du droit du travail, de la législation rattachée à son secteur, de la sécurité de son établissement, des bonnes conditions d'accueil des usagers, des familles.

L'Entrepreneur d'activité de l'ESS est porteur d'un projet qu'il met en œuvre après avoir réalisé préalablement une étude de marché, un business plan, élaboré un budget prévisionnel, choisi le meilleur statut juridique.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

1 : Gestion d'un établissement dans un contexte socio-économique

Étude d'un territoire avec un éclairage sur l'ESS dans l'objectif de rendre compte à l'oral comme à l'écrit

Compétences attestées :

- Construire une synthèse écrite afin de communiquer de façon structurée son analyse.
- Analyser des données socio-démographiques afin d'identifier les forces et les faiblesses d'un territoire
- Identifier les politiques sociales du territoire et/ou publiques afin d'en dégager leurs impacts sur le territoire ciblé
- Argumenter une projection d'un secteur précis de l'ESS afin de proposer des réponses potentielles
- Élaborer un discours afin de communiquer de façon claire et structurée

- Élaborer un support qui permet de soutenir le discours oral.

2 : Le management de projet- Spécialité ESS

Manager un projet en cohérence avec des valeurs de l'ESS au sein d'une structure ou en création

Compétences attestées :

- Diagnostiquer les atouts et les contraintes de la structure et les argumenter de manière objective afin de fédérer un groupe de travail « projet »
- Identifier une problématique afin de répondre aux besoins du public dans le cadre d'une démarche projet
- Définir des moyens matériels, techniques afin d'anticiper l'organisation globale du projet
- Mobiliser les compétences de l'équipe et / ou bénévoles et/ou partenaires afin de mettre en œuvre le projet
- Mettre en œuvre des techniques et des outils afin de suivre la progression du projet
- Développer le sens critique afin de proposer des améliorations, des prolongements du projet
- Déterminer les critères afin d'évaluer les objectifs
- Identifier les leviers, les freins afin de s'adapter et permettre au projet de progresser
- Décider, organiser et écouter afin d'incarner la posture de pilote de projet
- Identifier, dans le contexte du projet, ses points forts et de ses points d'amélioration
- Instituer une dynamique de communication et organisation de la circulation de l'information afin de construire une dynamique d'équipe positive et solidaire (sans oublier la gouvernance)
- Élaborer un support qui permet de soutenir le discours oral

3 : Gestion des ressources humaines- Spécialité Économie

Sociale et Solidaire

Maîtriser la lecture systémique d'une organisation afin de comprendre le fonctionnement de la structure et sa place

Compétences attestées :

- Réaliser un état des lieux des missions de chacun, de leur vision de carrière et de leur besoin en formation afin d'anticiper les besoins en personnel (quantitatif et qualitatif) au regard de l'évolution des lois et des besoins du service/ du public
- S'assurer du respect du droit du travail et de la convention collective en matière de contrat de travail afin d'anticiper les risques
- Repérer les normes de droit du travail (et/ ou relais éventuels) afin de les appliquer à la situation identifiée
- Analyser les relations interpersonnelles (savoir décoder les jeux de pouvoir, les jeux psychologiques, les liens intergénérationnels) afin de gérer l'équipe
- Identifier ses forces, ses faiblesses & ses valeurs afin d'adapter son mode de management
- Développer sa lecture de l'autre afin d'être entendu par ses collaborateurs en utilisant un canal de communication adapté
- Réaliser ou conceptualiser des outils afin de rendre compte à des personnes ou des instances

4 : Gestion administrative et financière- Spécialité en Économie Sociale et Solidaire

Maîtriser la gestion financière et administrative au service d'un projet ESS dans un contexte de responsabilité sociétal et environnemental

Compétences attestées :

- Maîtriser les clés de lecture d'une comptabilité et les valoriser
- Manager les ressources financières à des fins prévisionnelles

- Intégrer dans l'activité les

préoccupations sociales, environnementales et économiques en interaction avec les parties prenantes

- Savoir rendre compte en fournissant des outils compréhensibles facilitant la décision

Blocs de compétences

RNCP34305BC01 — Gestion d'un établissement dans un contexte socio-économique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Construire une synthèse écrite afin de communiquer de façon structurée son analyse.
- Analyser des données socio démographiques afin d'identifier les forces et les faiblesses d'un territoire
- Identifier les politiques sociales du territoire et/ou publiques afin d'en dégager leurs impacts sur le territoire ciblé
- Argumenter une projection d'un secteur précis de l'ESS afin de proposer des réponses potentielles
- Élaborer un discours afin de communiquer de façon claire et structurée

- Élaborer un support qui permet de soutenir le discours oral.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

L'évaluation se déroule en deux temps de manière individuelle

- dossier écrit de 20 à 25 feuilles maximum recto- verso et 5 pages d'annexe max, d'un territoire ciblé
- soutenance orale devant un jury.

Durée de l'épreuve orale 1 heure

RNCP34305BC02 — Management de projet - Spécialité ESS

LISTE DE COMPÉTENCES

- Diagnostiquer les atouts et les contraintes de la structure et les argumenter de manière objective afin de fédérer un groupe de travail « projet »
- Identifier une problématique afin de répondre aux besoins du public dans le cadre d'une démarche projet.
- Définir des moyens matériels, techniques afin d'anticiper l'organisation globale du projet
- Mobiliser les compétences de l'équipe et/ou bénévoles et/ou partenaires afin de mettre en œuvre le projet.
- Mettre en œuvre des techniques et des outils afin de suivre la progression du projet
- Développer le sens critique afin de proposer des améliorations, des prolongements du projet
- Déterminer les critères afin d'évaluer les objectifs
- Identifier les leviers, les freins afin de s'adapter et permettre au projet de progresser Décider, organiser et écouter afin d'incarner la posture de pilote de projet Identifier, dans le contexte du projet, ses points forts et de ses points d'amélioration
- Instituer une dynamique de communication et organisation de la circulation de l'information afin de construire une dynamique d'équipe positive et solidaire (sans oublier la gouvernance)
- Élaborer un support qui permet de soutenir le discours oral.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

L'évaluation se déroule en deux temps de manière individuelle

- mémoire professionnel écrit de 25 à 30 feuilles maximum recto- verso et 10 pages d'annexe max présentant un projet de management, développement d'activité. Le mémoire comportera une partie réflexive.
- Pour les créateurs, le mémoire s'apparentera à un document permettant de présentant le projet de création dans sa globalité.

- soutenance orale devant un jury sur un point en lien avec le projet que le candidat souhaite approfondir via un support visuel mettant en lumière sa maîtrise de l'outil PowerPoint.

Durée de l'épreuve orale 1 heure

RNCP34305BC04 — Gestion financière et administrative- Spécialité ESS

LISTE DE COMPÉTENCES

- Savoir lire un bilan, un compte de résultat afin d'en réaliser une lecture
- Comprendre les modes de financement pour anticiper les impacts sur la santé financière de l'établissement
- Réaliser des choix financiers en tenant compte des préoccupations sociales, environnementales, et économiques en interaction avec les parties prenantes afin de respecter les valeurs ESS.
- Savoir réaliser ou conceptualiser des tableaux ou autres documents synthétiques à des fins de reporting

MODALITÉS D'ÉVALUATION

L'évaluation se déroule de manière individuelle

Epreuve écrite

Type d'évaluation : Etude de cas.

Durée de l'épreuve : 3h30

RNCP34305BC05 — Gestion des ressources humaines- Spécialité ESS

LISTE DE COMPÉTENCES

- Maîtriser la lecture systémique d'une organisation afin de comprendre le fonctionnement de la structure et sa place.
- Réaliser un état des lieux des missions de chacun, de leur vision de carrière et de leur besoin en formation afin d'anticiper les besoins en personnel (quantitatif et qualitatif) au regard de l'évolution des lois et des besoins du service/ du public.
- S'assurer du respect du droit du travail et de la convention collective en matière de contrat de travail afin d'anticiper les risques

Repérer les normes de droit du travail (et/ ou relais éventuels) afin de les appliquer à la situation identifiée.

- Analyser les relations interpersonnelles (savoir décoder les jeux de pouvoir, les jeux psychologiques, les liens intergénérationnels) afin de gérer l'équipe.
- Identifier ses forces, ses faiblesses et ses valeurs afin d'adapter son mode de management.
- Développer sa lecture de l'autre afin d'être entendu par ses collaborateurs en utilisant un canal de communication adapté.
- Réaliser ou conceptualiser des outils afin de rendre compte à des personnes ou des instances.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

L'évaluation se déroule de manière individuelle

Épreuve écrite

Type d'évaluation : étude de cas

Durée de l'épreuve 3h30

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les structures de l'Economie Sociale et Solidaire sont les principaux employeurs du Responsable d'Etablissement de l'Economie Sociale et Solidaire. Cela va de la très petite structure (exemple association culturelle de 3 personnes) à des entités liées à une très grosse structure (Mutuelle, Fondation, Coopérative).

Exemples :

- des associations telle que AFIPAEIM : (plusieurs milliers de salariés)
- des mutuelles de santé
- des coopératives agricoles et des sociétés coopératives et participatives
- des fondations : OVE, Caisse d'Epargne des structures publiques ou parapubliques à objet social d'intérêt général. (Centre Communal d'Action Sociale, résidence autonomie...)

De manière plus précise, il peut s'agir du champ :

- de la personne âgée (médico-social): les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), les résidences autonomie, les centres d'accueil de jour / temporaire
- du service à la personne (médico-social):

les structures de services à la personne (soutien scolaire, garde d'enfants...), les Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)

- de la personne en situation de handicap (médico-social), les Foyers d'Accueil Médicalisés (FAM), les Maisons d'Accueil Médicalisées (MAS), les foyers de vie, les Instituts Médico-Educatifs (IME), les Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT), les séjours adaptés Les Entreprises Adaptées (EA) : EAG Pâtisserie
- de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), les régies de quartier, les Associations Intermédiaires (AI), les Groupements Economiques Solidaires (GES)
- de l'animation socioculturelle : les centres socio-culturels,

les structures du tourisme social et solidaire, les associations culturelles, sportives, environnement (FRAPNA)

- de l'emploi et de la formation :

les Maisons Familiales Rurales (MFR), de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE),

- du médico-social : les Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS), les Centres Educatifs Renforcés (CER)

Le Responsable d'Etablissement de l'Economie Sociale et Solidaire peut également relever de la fonction publique et/ou territoriale

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le professionnel titulaire de la certification Responsable d'Etablissement de l'Economie Sociale et Solidaire peut exercer son activité dans des associations, coopératives, mutuelles, fondations ou au sein de toute structure inscrivant son action dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire (loi n° 2014-856 du 31/07/2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire) dont les objets, principes et valeurs peuvent être :

- la promotion de l'agir et du vivre ensemble par l'initiative collective, l'esprit de coopération et la responsabilité citoyenne
- l'association des principes de solidarité interne et externe à des principes économiques de production et d'échanges
- la prévalence du service rendu par rapport au profit dégagé
- la réponse à des besoins et à des aspirations sociétales sur un territoire .

Les appellations des métiers peuvent être les suivantes

- Responsable d'Etablissement de l'Economie Sociale et Solidaire
- Directeur de centre social, de centre socioculturel
- Directeur adjoint, adjoint de direction d'établissement de l'Economie Sociale et Solidaire
- Responsable de service éducatif, cadre éducatif, chef de service de divers établissements gérés par des mouvements associatifs, coopératifs, fondations ou des secteurs publics et privés de l'Economie Sociale et Solidaire
- Responsable d'établissement social, médico-social
- Responsable de structure d'insertion par l'activité économique
- Responsable de secteur des services d'aide à domicile
- Directeur en enseignement Etablissement de l'enseignement privé associatif
- Responsable de site, Responsable Ressources Humaines,
- Chargé de mission en Economie Sociale et Solidaire
- Entrepreneur en Economie Sociale et Solidaire (Entrepreneur Social)

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

La qualification pour exercer des fonctions de direction d'organisme à caractère social est réglementée par la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

Créée par décret n°2007-221 du 19 février 2007 Art D 312-176-7 du code de l'action sociale et des familles

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Faible (2/5)
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible, Lien formation-emploi
Salaire médian (mensuel)	3 035 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en échanges et gestion (36 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	1 649
Jugés difficiles à recruter	30 %
Emplois saisonniers	1 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement L6X00 — Dirigeants de petites et moyennes entreprises de moins de 50 salariés W0X91 — Directeurs d'établissements du secondaire ou du supérieur et inspecteurs

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Les profils recrutés sont de niveau III/bac + 2 avec une expérience souhaitée dans le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire. L'accès est facilité pour des personnes ayant un projet et des réseaux constitués dans le secteur leur assurant une meilleure employabilité post-formation.

Une expérience professionnelle conséquente pourra nous amener à recruter des candidats avec un niveau inférieur ou de les orienter sur un parcours VAE (proposition de VAPP, individualisation des parcours ...)

Ces prérequis sont mesurés au travers d'un dossier de candidature et d'un entretien.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Le nombre de membres du jury est de 2 minimums, de préférence 3, issus :

- Soit du collège « employeur » : administrateur ou directeur de structure expert en ESS nommé par la MFR de Moirans
- Soit du collège « pair » : responsable d'établissement salarié
- Soit du collège « formateur » : formateur / consultant

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

Le nombre de membres du jury est de 2 minimums, de préférence 3, issus :

- Soit du collège « employeur » : administrateur ou directeur de structure expert en ESS nommé par la MFR de Moirans
- Soit du collège « pair » : responsable d'établissement salarié
- Soit du collège « formateur » : formateur / consultant

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 194 €
Selon la branche	6 300 € – 7 194 €
Prise en charge	Branches concernées
7 194 €	Valeur par défaut · 212 branches
6 300 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date de décision	15/11/2019
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	15/11/2024

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2018	28	0	88 %	48 %
2017	28	0	88 %	75 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP27946

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP39598

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://mfr-moirans.org>

Fiche officielle (France Compétences)

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	1
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 09/2026 à 09/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	56
Parcours menés à terme	72
Taux d'achèvement	129 %
Période	05/2022 – 07/2025

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	78
Montant total engagé	208 376 €
Coût moyen par dossier	2 671 €
Durée moyenne	425 h
Période	10/2020 – 11/2024
France compétences	78 %
France Travail	13 %
Entreprise	7 %
Reste à charge titulaire	2 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.